

Palais de l'Élysée

28 octobre 18 heures

Déclaration commune CGT, CFE-CGC, CFDT, FO

Messieurs les Conseillers,

Le 19 septembre, les agents du groupe EDF se sont fortement mobilisés à l'appel de notre intersyndicale pour demander le retrait d'un projet de scission d'EDF baptisé « Hercule ». Même si beaucoup pensaient que le contexte d'élections professionnelles rendrait difficile cette unité syndicale, ils se sont lourdement trompés. Car nos organisations, tout en étant diverses, ont toujours su mettre en avant leur unité quand était en jeu l'essentiel. Or, tel est bien le cas du projet Hercule de scission d'EDF qui aurait des conséquences lourdes sur notre groupe, le service public qu'il assume, l'emploi et les conditions sociales des personnels.

Le 3 octobre, nous avons été reçus par la Ministre de l'Énergie puis par le PDG d'EDF et nous avons constaté que tout le monde se renvoyait la balle : la Ministre indiquait, contre toute évidence, que le projet Hercule était un projet d'EDF tandis que le PDG d'EDF expliquait que c'était une commande du Gouvernement.

C'est pourquoi, nous avons demandé un RDV au Président de la République par courrier du 8 octobre dans lequel nous avons expliqué en détail les raisons de notre opposition commune à ce projet. Nous l'avons qualifié en commun de « projet financier inspiré des banques d'affaires et en aucun cas de projet industriel et social porteur de sens et de vision stratégique dont le Groupe EDF a tant besoin pour relever les défis de la transition énergétique bas carbone de la France guidée par le seul intérêt général ».

Nous avons demandé ce RDV car nous avons compris de nos échanges du 3 octobre que les lignes ne pouvaient bouger qu'en s'adressant au commanditaire de ce projet, à savoir le Président de la République. Disons-le clairement, la rencontre de ce jour, annoncée quelques heures avant la nouvelle journée d'action du 17 octobre, est à mettre au crédit de l'action des salariés et de l'Intersyndicale.

Aujourd'hui, quiconque fait une analyse objective de la situation est obligé de constater que l'opposition au projet Hercule grandit de tous côtés.

Du côté des salariés, ceux-ci ont réaffirmé avec force le 17 octobre leur opposition au projet Hercule alors que Gouvernement et Directions espéraient une chute de la mobilisation. Ils en ont été pour leurs frais. Parallèlement, le succès de la pétition lancée par nos organisations contre ce projet monte en puissance et nous en étions vendredi dernier à 27.000 signatures.

Mais cette opposition rencontre aussi de nombreux échos : des économistes dénoncent cette absurdité, des élus de tous bords interpellent le Gouvernement, les collectivités locales montent au créneau... En réalité, personne n'ose défendre un tel projet.

Car EDF n'est pas n'importe quelle entreprise. C'est un atout central du pacte républicain et un outil formidable pour la transition bas carbone qui est nécessaire si on veut lutter efficacement contre le changement climatique.

C'est pourquoi, nous réitérons devant vous, Messieurs les Conseillers, fort du soutien confirmé par les personnels le 17 octobre, notre demande de retrait de ce projet Hercule. Comme nous l'avons indiqué dans notre courrier, « ce retrait est indispensable pour engager sereinement une discussion approfondie sur les enjeux et l'avenir d'EDF », qui est plus que jamais nécessaire.

Messieurs les Conseillers, la balle est maintenant dans votre camp !